

BIRD, Richard M. and HORTON, Suzan (Ed.). *Government Policy and the Poor in Developing Countries*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1989, X & 219p.

Paul Gagné

Volume 22, numéro 1, 1991

XX^{ème} anniversaire d'*Études internationales*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702808ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702808ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagné, P. (1991). Compte rendu de [BIRD, Richard M. and HORTON, Suzan (Ed.). *Government Policy and the Poor in Developing Countries*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1989, X & 219p.] *Études internationales*, 22(1), 191–193. <https://doi.org/10.7202/702808ar>

les accompagnent ne peuvent satisfaire le lecteur d'aujourd'hui.

Étant donné le titre de l'ouvrage, il faut bien parler un tant soit peu de stratégies. En fait, cet auteur se réfère à une stratégie en opposition à l'absence de stratégie qui consisterait justement à laisser l'économie sous la complète dépendance des aléas du marché. Tout en admettant les limites de la centralisation (comme de la décentralisation), l'État doit jouer un rôle prédominant. Lequel? Au lecteur de réfléchir là-dessus car l'auteur évite d'entrer dans les détails.

Un couple répondant au nom de Arole assume la responsabilité d'un chapitre sur les soins de santé à la faveur d'une expérience vécue à Jamkled. Quelles sont pour eux les causes principales des maladies graves dans les régions rurales? «*The majority of health problems are simple. They arise out of inadequate nutrition, unsafe drinking water, poor sanitation, irrational attitudes to health, harmful traditions, and neglect of certain groups*» (p. 128). Voilà, ceux qui ne s'en doutaient pas sortent de leur ignorance. Heureusement, l'expérience vécue n'est pas sans intérêt et peut servir d'exemple. Dans le neuvième et dernier chapitre intitulé *What kind of Development? Industrialisation, Technology and the Environment*, V.K. Bawa, soutient, avec raison, que la prospérité du secteur industriel (ou moderne) d'un pays n'assure pas que le secteur traditionnel pourra en tirer profit. L'on retrouve ici le problème de l'économie duale qui, de nos jours, refait surface dans les pays industrialisés pour, évidemment, des raisons bien différentes. En ce qui regarde le lien entre le développement et l'environnement, l'auteur relève quatre scénarios: 1) la corne d'abondance: avec le progrès technologique et le temps aidant, les principaux problèmes deviendront choses du passé; 2) les managers environnementalistes: moyennant certaines compensations ou restrictions, la croissance économique est non seulement possible mais

souhaitable; 3) les technologues de l'auto-suffisance: la méfiance envers les méga-projets et les technologies sophistiquées les conduit à favoriser des technologies à l'échelle humaine en vue de satisfaire les besoins fondamentaux et laisser place ensuite aux loisirs; 4) les écologistes à tout crin: favorables à l'adoption de lois drastiques afin d'assurer le plus grand respect de l'environnement. Aux Indes, chacune de ses visions sur le développement trouve bon nombre d'adeptes. L'auteur, qui se positionne entre les deux extrêmes, termine sa contribution par une allusion à Gandhi qui croyait en l'adoption d'une technologie appropriée à l'homme susceptible de répondre aux besoins des plus pauvres, pour les Indes comme pour tout pays du tiers-monde. Avis aux intéressés.

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières

BIRD, Richard M. and HORTON, Suzan (Ed.). *Government Policy and the Poor in Developing Countries*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1989, X & 219p.

Ce livre est constitué des communications qui avaient été présentées lors d'un colloque, tenu à l'Université de Toronto, le 25 et le 26 avril 1985, organisé par le «Development Studies Programme» et l'«Institute for Policy Analysis». Le colloque avait comme thème: les politiques gouvernementales et les pauvres dans les pays en voie de développement. Il s'agit surtout dans ce livre d'analyses et de critiques économiques de l'aide gouvernementale visant les plus pauvres dans ces pays. Certaines communications sont des analyses critiques à caractère plus général alors que d'autres tournent plus autour de cas particuliers: Les deux premières analysent surtout de façon générale

le problème de la politique agricole et celui des politiques de stabilisation; les quatre autres traitent de la façon dont la politique fiscale de ces gouvernements affecte les pauvres à la fois par la taxation et par les dépenses à certains endroits stratégiques. On trouve dans chacune de ces communications des tableaux économiques qui montrent que les politiques gouvernementales visant une distribution plus équitable sont souvent très loin de ce but dans la pratique.

Ce livre comporte outre les remerciements et la liste des participants à ce colloque, que l'on trouve au début, et un index, à la fin, une introduction de R.M. Bird, directeur de l'«Institute for Policy Analysis» de l'Université de Toronto, et de S. Horton du «Department of Economics» de cette même Université qui résume les différentes communications présentées à ce colloque et les discussions qu'elles engendrèrent. Ensuite, suivent les communications de: G. K. Helleiner du «Department of Economics» de l'Université de Toronto sur *«La stabilisation, l'ajustement et le pauvre»*; R. M. Bird et B. D. Miller, «Senior Research Associate» de l'Université de Syracuse, sur *«La taxation, l'établissement des prix et le pauvre»*; E. Jimenez du département d'éducation de la Banque Mondiale et du «Department of Economics» de l'Université Western Ontario, sur *«Les subventions publiques aux secteurs sociaux: l'équité et l'efficacité»*; S.K. Mayo du département d'approvisionnement en eau et du développement urbain de la Banque Mondiale et D. J. Gross du «US Accounting Office» de Washington sur *«Les sites et services — et les subventions: l'économie de l'habitation à prix modique»*; S. Horton sur *«Les subventions à l'alimentation et le pauvre: étude du cas de la Tanzanie»*; enfin, R. A. Berry du «Department of Economics» de l'Université de Toronto sur *«Les politiques agricoles et rurales pour le pauvre»*. Toutes les communications sont suivies d'une bibliographie qui fait état de la littérature sur le sujet.

La communication de Gerald Helleiner est centrée sur le fait que les gouvernements des pays en voie de développement à travers le monde coupent de plus en plus dans les programmes conçus pour réduire la pauvreté. Il analyse surtout les effets à court terme des programmes d'ajustement du Fonds monétaire international (FMI) sur le pauvre, en mettant surtout l'accent sur l'Afrique sub-saharienne et plus particulièrement la Tanzanie. Il met surtout en évidence le danger d'appliquer la même solution partout alors que des politiques identiques auront des effets différents selon les conditions prévalant dans un pays et selon le moment où elles sont appliquées. Couper dans les dépenses publiques d'un pays risque de frapper plus durement les pauvres.

La deuxième, sur la taxation et le pauvre, de Richard Bird et Barbara Miller traite de l'impact de la politique budgétaire: tout d'abord, le système de taxation dans la plupart des pays en développement n'est pas, contrairement à la croyance populaire, particulièrement régressif; néanmoins, le système de taxation continue d'occuper une place importante dans le revenu du pauvre, surtout du pauvre en zone urbaine, de telle sorte que la conception du système et son impact sur le pauvre demeure un problème politique important; enfin, il est particulièrement important d'examiner en détail le système de taxation et ses effets à cause de la grande hétérogénéité de ceux qui sont classifiés comme «pauvre» dans la plupart des pays en voie de développement; par conséquent les effets de différents régimes de taxes varient largement au sein même du groupe des pauvres. Ils analysent plus particulièrement deux aspects du système de revenus: les finances urbaines et les taxes indirectes.

Les trois communications suivantes discutent respectivement des quatre principaux champs des dépenses sociales: Jimenez traite de l'éducation et de la santé, Mayo et Gross de l'habitation, enfin Suzan Horton

des subventions à l'alimentation. Ils concluent unanimement que la plupart de ces programmes n'ont en réalité pas fait grand-chose pour les pauvres et que souvent ils favorisent plutôt des classes sociales plus aisées.

Comme très souvent les effets des programmes sociaux touchent surtout les pauvres des villes et que les plus pauvres dans les pays en développement se trouvent en zone rurale, Albert Berry s'attaque aux effets des politiques agricoles et rurales sur le pauvre. Berry se sert comme modèle de réussite de la politique agricole de Taïwan et fait comparativement l'analyse des cas de l'Inde et du Brésil. Les très grandes différences entre pays sont, selon lui, la raison principale de l'absence d'un modèle général de développement et l'histoire reste le meilleur guide de ce qui fonctionne. L'histoire montre que la façon de mettre en place une politique est plus importante que les détails de cette même politique; car l'important n'est pas ce que les gens disent faire ou ce qu'ils veulent faire, mais ce qu'ils font. Selon Berry, il y a trois ingrédients importants pour réussir une politique de développement agricole: une production accrue, une distribution large des revenus et un certain contrôle de l'accroissement de la population. Par conséquent, les clés pour arriver à ces résultats sont: la recherche agricole et les améliorations techniques, une politique démographique, une réforme de la propriété des terres au moins dans certains cas, et la mise en place de politiques adéquates en zones rurales concernant la santé, l'éducation et l'alimentation.

Ce livre est intéressant pour tous ceux qui s'intéressent aux pays en voie de développement. Malheureusement, il se limite qu'à l'étude des effets économiques des politiques gouvernementales; il serait intéressant de voir pourquoi politiquement ou sociologiquement certaines politiques n'atteignent pas leur but. Mais les auteurs de ce livre sont les premiers à reconnaître cette

lacune et à plaider pour des études plus complètes et multidisciplinaires.

Paul GAGNÉ

*Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

COUPER, Alastair (ed). *Development and Social Change in the Pacific Islands*. London and New York, Routledge, Chapman and Hall, Coll. «Ocean management and Policy Series», 1989, 240p.

Les îles du Pacifique sont parmi les pays les plus pauvres des contrées en voie de développement. Les problèmes de petitesse, la composante démographique où près de 50 % de la population a moins de 15 ans, le grand éloignement des marchés industriels et commerciaux entraînant une hausse des biens de consommation courante et la faiblesse des possibilités d'agriculture locale rendent le développement économique particulièrement difficile. La principale source de revenus provenant de l'extérieur des économies locales est issue de travailleurs œuvrant à l'étranger. Mais le déclin des migrations surtout vers les mines et les plantations affectera à la baisse cet apport financier. Des progrès récents dans le domaine maritime offre de nouvelles perspectives. Bien que certains de ces projets de développement soient essentiels, ils posent également nombre de conflits sociaux en accroissant les inégalités hommes-femmes, économiques en désarticulant les activités traditionnelles, et géographiques en développant les disparités entre milieu urbain et milieu rural. Les 14 contributions du volume considèrent certains des problèmes et des perspectives économiques et sociaux reliés à l'introduction de nouvelles technologies maritimes et à l'extension de la juridiction maritime de ces sociétés insulaires. Ce volume est